

APPEL DES 20 PE ET AESH REUNIS LE 11 JANVIER 2022

Nous, PE et AESH de la Mayenne, réunis en visioconférence avec le SNUDI-FO le 11 janvier 2022, avons échangé à propos des conditions inacceptables de la reprise dans les écoles : des dizaines de classes sans remplaçants, des élèves renvoyés à la maison, qui reviennent au compte-gouttes, dans le plus grand chaos et des problèmes d'accueil insolubles au vu de la 48ème version du protocole publiée quelques heures avant la rentrée. Quelques jours plus tard, le 6 janvier, une 49ème version est publiée ajoutant encore plus de confusion à la pagaille déjà bien présente dans nos écoles.

Les directeurs étaient déjà débordés avec des tâches administratives inutiles et fastidieuses, ce qui a conduit à un drame que nous avons tous encore en mémoire. Et voilà que le ministre en rajoute une couche avec des injonctions de plus en plus farfelues.

Nous pensions avoir touché le fond, mais depuis les annonces du 1^{er} ministre le 10 janvier nous sommes dans les abysses de l'insupportable !

Nos IEN nous demandent de suivre les annonces médiatiques d'un 1^{er} ministre alors que nous n'avons reçu aucun texte officiel. On nous demande de ne plus respecter un protocole toujours en vigueur ! Les IEN s'adressent désormais directement aux familles de nos écoles, sans nous en informer.

Les précautions nécessaires à l'intégrité sanitaire des personnels ne sont toujours pas prises (masques FFP2, capteurs de CO2, purificateurs d'air...). Et nous apprenons aujourd'hui que notre ministre a déclaré à propos des FFP2 : « *le haut conseil de santé publique dit que ce n'est pas souhaitable. J'aimerais pouvoir les distribuer* ». Mais pourquoi le ministre a-t-il rendu des centaines de millions d'euros à Bercy en 2 ans ? De qui se moque-t-on ? Bien des pays ont su anticiper en investissant massivement dès le début de la crise sanitaire dans leur système éducatif.

Nous exigeons à présent que notre employeur assume ses responsabilités en matière de sécurité et santé au travail comme le définissent les textes réglementaires. Les personnels des écoles n'ont à ce jour que des masques en tissu non protecteurs ! Nous exigeons la sécurisation des écoles ! Nous exigeons la baisse des effectifs par classe, par le recrutement de tous les postes nécessaires, pour garantir une moindre circulation du virus.

La situation actuelle ne nous fait pas oublier nos justes revendications, nous n'avons jamais failli à nos missions en mettant notre santé en péril, une prime de première ligne est légitime, mais ne nous fait pas oublier le gel de la valeur du point d'indice depuis de nombreuses années. Nous exigeons un rattrapage a minima de 25% ce qui compensera à peine notre perte de pouvoir d'achat.

Nous dénonçons les mensonges et le mépris permanent du ministre. Nous sommes épuisés. Nous ne sommes progressivement plus enseignants : on ne décroche pas, et nous devons toujours gérer dans l'urgence les parents mécontents, les cas positifs, les cas contacts... Ces situations nous mettent en danger, comme elles mettent en danger les élèves.

Le COVID met en relief les manques de l'école comme elle met en lumière les carences du système hospitalier. Carences assumées délibérément par ce gouvernement.

Nous appelons tous nos collègues à rétablir le rapport de force :

- Remplir massivement les fiches RSST (pas de savon, pas de chauffage, pas de désinfection, des fenêtres qui ne s'ouvrent pas, pas de masques protecteurs...) et envoyer systématiquement une copie au syndicat
- Utiliser le RDGI avec l'aide du syndicat
- Se concerter au sein des écoles pour faire valoir ses droits au quotidien
- Discuter de toute mobilisation possible y compris à travers la poursuite de la grève jusqu'à satisfaction des revendications

Nous invitons tous les collègues du département à se préparer à la grève en posant massivement des déclarations d'intention pour toute la période.

Nous voulons des réponses claires à nos demandes et revendications :

- Des postes statutaires par l'ouverture immédiate des listes complémentaires ;
- Des capteurs CO2 et des purificateurs d'air dans toutes les classes ;
- Des masques FFP2 et des auto-tests à disposition et en quantité suffisante
- Les équipements de base fournis dans toutes les écoles (gel hydroalcoolique, savon, lingettes désinfectantes...)
- Une revalorisation salariale immédiate et le dégel de la valeur du point d'indice
- Des décharges exceptionnelles pour tous les directeurs et directrices.
- Le recrutement immédiat de médecins du travail (quasi-absence de médecine de prévention depuis plusieurs mois), médecins scolaires et infirmiers, infirmières.
- L'abandon de la loi Rilhac et de l'orientation managériale actuelle dans l'éducation Nationale.

Nous mandatons le SNUDI-FO 53 pour faire connaître cette motion auprès de l'ensemble des PE, des AESH du département, auprès des parents d'élèves et auprès de l'ensemble des syndicats de la Mayenne.

Nous condamnons le gel de notre point d'indice, les bas salaires tels que ceux de nos collègues AESH, nous soutenons donc la mobilisation interprofessionnelle et intersyndicale du 27 janvier et nous serons en grève et manifestation le 13 janvier. Nous invitons les collègues à se réunir pour faire entendre leurs revendications et réfléchir aux suites à donner à ce premier jour de grève, pour obtenir satisfaction sur nos revendications légitimes. **La coupe est pleine !**

Motion votée à l'unanimité